

Synthèse de l'année 2009 en Guadeloupe

Après une année 2008 marquée par un ralentissement continu de la conjoncture économique, l'année 2009 a affiché de nouveau une nette diminution de l'activité. Des mouvements sociaux de grande ampleur en début d'année et la conjoncture internationale ont pesé sur les performances de l'économie guadeloupéenne et entraîné la dégradation de la plupart des indicateurs d'activité.

L'indicateur du climat des affaires, calculé à partir de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, s'est situé à son plus bas niveau à la fin du premier trimestre 2009. Malgré une légère remontée au quatrième trimestre, sous l'effet d'anticipations moins négatives, il demeure bien en dessous de sa moyenne de longue période.

La consommation des ménages est restée mal orientée, en dépit d'un recul important de l'inflation. Les investissements privés ont été très pénalisés par l'absence de perspectives de reprise à court terme. L'année aura aussi été marquée par une contraction des échanges commerciaux qui se sont repliés à leur niveau du début des années 2000. Cette orientation défavorable a touché toutes les branches d'activités.

Dans ce contexte, la mobilisation de tous les acteurs a visé à atténuer les effets de la crise. D'une part, l'État et les collectivités, à travers le plan Corail et le plan de relance, ont conjugué leurs efforts pour soutenir l'activité économique. D'autre part, les entreprises ont ajusté leur activité et vendu leurs stocks ; dans un climat encore incertain, leurs anticipations en termes d'investissements pour 2010 restent très limitées.

Le financement de l'économie par le secteur bancaire, en corrélation avec l'évolution des différents secteurs d'activité, a marqué le pas.

Au total, l'année 2009 apparaît contrastée, avec des résultats macroéconomiques et sectoriels plutôt ternes. Néanmoins, l'économie guadeloupéenne aura relativement bien résisté si l'on en juge par l'orientation encore positive de certains indicateurs financiers et de vulnérabilité de la place.

I- Des indicateurs macroéconomiques orientés à la baisse

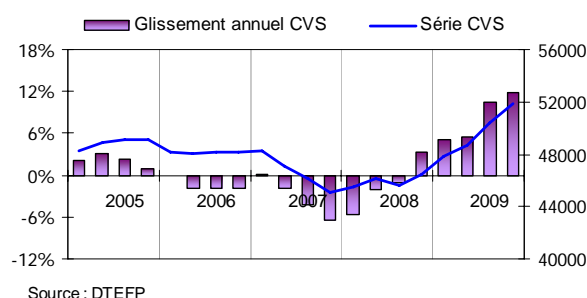
1- Dégradation du marché de l'emploi

Dans un environnement globalement peu favorable, la situation du marché du travail s'est dégradée en 2009. En un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a enregistré une progression de 11,8 % portant le nombre de demandeurs d'emploi à 52 010 à fin décembre 2009 (contre 46 510 un an auparavant).

Les offres d'emplois collectées par le Pôle Emploi ont connu pour leur part une baisse de 9,9 % à fin décembre tandis que le nombre d'allocataires du RMI a augmenté (+5,3 % en un an) pour atteindre 28 994 personnes.

Au delà de ces résultats, certains signes encourageants semblent se dessiner depuis la fin de l'année telle que la moindre hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A observée en glissement annuel (+11,8 % en décembre 2009 et +10,0 % en janvier 2010), après six mois de hausses successives.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi

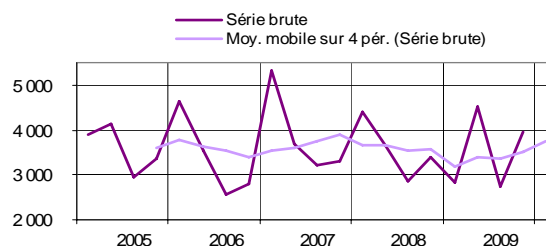


2- Consommation et investissement mal orientés

Fortement impactée par le ralentissement de l'activité économique et le blocage des commerces liée aux événements sociaux en début d'année, la **consommation des ménages** a été mal orientée par rapport à 2008. Les immatriculations de véhicules de tourisme neufs, tout comme les importations de biens de consommation courante et des produits agroalimentaires ont été en recul (avec respectivement -1,5 %, -7,3 % et -12,5 % par rapport à 2008). L'évolution à la hausse de ces indicateurs en fin d'année semble néanmoins montrer un retournement de tendance. Les ventes de véhicules de tourisme (+44,4 % sur le 4^{ème} trimestre) ont en effet bénéficié, comme en métropole, d'achats par anticipation générés par la baisse annoncée de la prime à la casse. Les importations de biens de consommation courante et celles des produits agroalimentaires suivent un mouvement similaire mais plus modéré (respectivement +1,2% et +2,1% au dernier trimestre 2009).

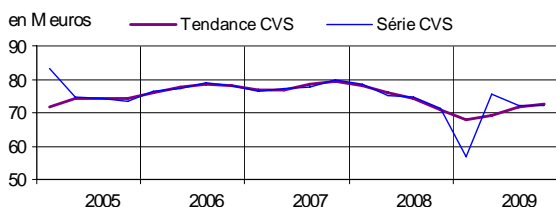
L'encours des crédits à la consommation s'est contracté de 2,1 % en 2009, enregistrant au cours de la période sa première baisse en dix ans.

Evolution des immatriculations de véhicules de tourisme



Source : Commissariat général au développement durable

Evolution des importations de biens d'équipement



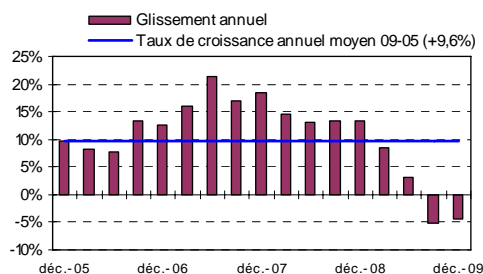
Source : Douanes

Les incertitudes économiques ne favorisant pas les efforts d'**investissement des entreprises**, ces derniers ont été en retrait par rapport à 2008. Le nombre total d'attestations du Consuel concernant les locaux commerciaux et industriels a diminué de 26,7 %. Parallèlement, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs et les importations de biens d'équipements ont reculé respectivement de 15,7 % et -14,7 % par rapport à 2008.

L'encours des crédits à l'investissement des entreprises est pratiquement stable par rapport à 2008 (+0,3 % après +13,3 % un an auparavant). Si la croissance de l'encours s'est maintenue au cours du premier semestre, c'est essentiellement grâce aux crédits octroyés par les établissements financiers à fin décembre 2008.

Un ralentissement de l'**investissement des ménages** a également été observé sur l'année. Le nombre d'attestations du Consuel pour les logements neufs s'est inscrit en baisse par rapport à 2008 (-9,5 %) tandis que le rythme de croissance des encours de crédits à l'habitat des ménages a ralenti (+6,9 % en 2009 après +10,6 % en 2008).

Crédits d'investissement des entreprises



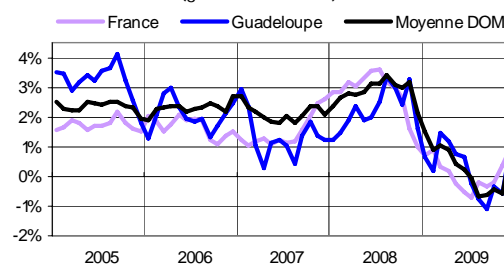
Reflétant la moindre dégradation de la situation financière des agents économiques sur les derniers mois, les indicateurs de **vulnérabilité des agents économiques**, mal orientés en début d'année, se sont améliorés au quatrième trimestre : au total le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (23 085) est en recul de 2,1 % en glissement annuel et le nombre d'incidents de paiement sur chèques enregistrés en 2009 enregistre un recul de 1,9 % (en cumul par rapport à l'année 2008). Le nombre d'incidents de paiement sur effet de commerce varie peu par rapport à 2008 (-0,3 %).

3- Hausse des prix modérée en 2009

A la fin de l'année 2009, l'inflation s'inscrit en hausse de 0,8 % (+0,9 % enregistrée au plan national). On note cependant une légère reprise en fin d'année.

Cette hausse modérée s'explique par la forte augmentation des prix du tabac (+45,1 %) et, dans une moindre mesure des services (+0,9 %), des produits manufacturés (+1,0 % et de l'alimentation ((+1,1 %). En revanche, les prix de l'énergie se sont repliés de 6,3 %.

Evolution de l'indice des prix (glissement annuel)



Source : INSEE

4- Echanges commerciaux en repli

Les échanges commerciaux se sont fortement contractés et ont atteint un niveau historiquement bas sur la dernière décennie : les importations et les exportations ont respectivement diminué de 23,7 % et 14,2 % en cumul sur l'année. A titre de comparaison, la grève des dockers en 2004 avait provoqué une baisse ponctuelle de 3,2% des importations.

La chute des importations en valeur en 2009 est principalement liée aux importations de biens d'équipement et de produits agroalimentaires et la baisse des exportations est essentiellement due à la faiblesse des exportations de produits agroalimentaires.

II- Tendances sectorielles

1- Une conjoncture touristique défavorable

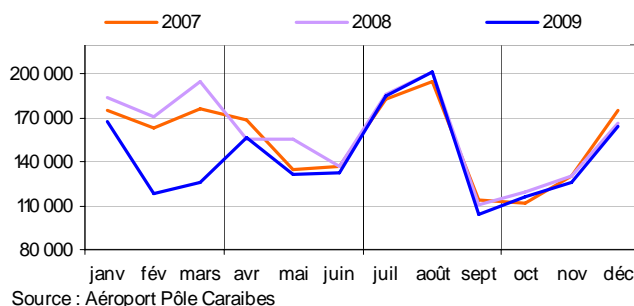
L'activité touristique s'est nettement repliée en 2009, en lien avec les mouvements sociaux de début d'année. Près de 10 000 séjours à destination des Antilles ont ainsi été annulés au 1er trimestre et plusieurs structures hôtelières ont fermé pendant les événements et durant les quelques mois qui ont suivis. Au total, en 2009, les indicateurs relatifs à l'activité sont médiocres et la saison touristique 2008-2009 apparaît bien en deçà des résultats obtenus ces trois dernières années.

Dans l'hôtellerie, le nombre de nuitées est en recul de 30 % par rapport à 2008 et le taux d'occupation moyen des chambres enregistre une baisse de près de 7 points. Le nombre de mouvements d'avions diminue de 14,5 % et le trafic de passagers enregistre un repli marqué de 9,6 %, soit 182 455 passagers de moins que l'année précédente.

La saison des croisières a également été très perturbée avec 90 000 passagers contre 185 000 attendus au premier semestre. Néanmoins, la saison 2009-2010 s'annonce prometteuse. En effet, avec plus de 30 000 visiteurs accueillis en Guadeloupe à fin janvier 2010, elle apparaît à ce stade la meilleure des 4 dernières.

L'activité au quatrième trimestre 2009, qui marque le début de la nouvelle saison touristique, reste basse mais semble néanmoins se redresser.

Evolution du trafic passagers hors transit

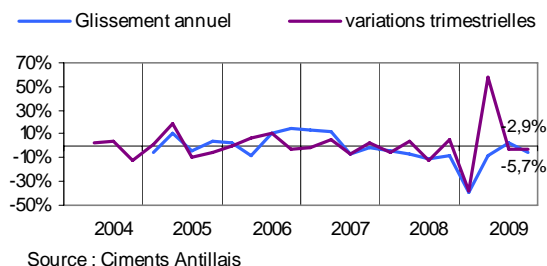


2- BTP en attente de la reprise

Déjà en ralentissement en 2008, l'activité dans le secteur du BTP a connu un véritable coup d'arrêt dès le premier trimestre 2009, pénalisée par le contexte social qui a paralysé l'économie et retardé de nombreux projets. Le retard accumulé au cours du premier trimestre n'a pas été rattrapé en cours d'exercice, la production ayant continué à se dégrader mais à un rythme un peu moins soutenu. Au total, pour l'année 2009, les statistiques relatives à la consommation de ciment et aux attestations du Consuel pour les logements et locaux neufs s'inscrivent ainsi en fort repli (-12,8 % et -11,7 % par rapport à 2008).

Afin de relancer l'activité du secteur, plusieurs mesures et projets de grande envergure ont été annoncés dans le cadre du plan régional de relance de l'économie guadeloupéenne. Certains ont démarré et se poursuivront dans les prochaines années (rénovation urbaine Abymes/Pointe-à-Pitre, travaux de confortement parasismique des établissements scolaires et du logement social). L'effort d'investissement public s'est accru en 2009 et s'observe au niveau des engagements cumulés à fin décembre de la ligne budgétaire unique, en hausse de 20 points par rapport à 2008.

Evolution de la consommation de ciment



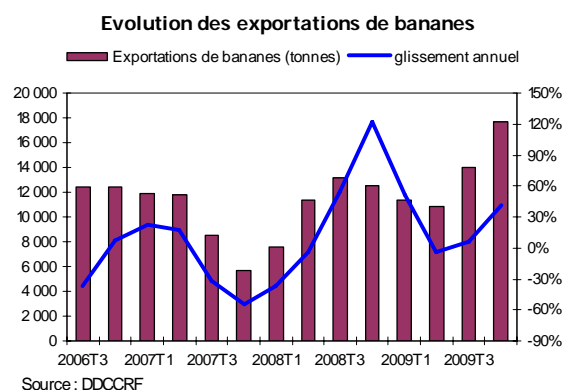
3- Un bilan contrasté pour les industries agroalimentaires

L'industrie agroalimentaire enregistre un bilan d'activité qui diffère selon les filières. La campagne sucrière a été décevante (-12,4 % de sucre par rapport à 2008), en raison de l'enchaînement des conflits sociaux retardant le démarrage de la campagne et de la forte pluviométrie en période de récolte.

Concernant le rhum, le bilan de l'activité en 2009 est mitigé : les ventes de rhum agricole ont progressé de 0,2 % en cumul par rapport à 2008, mais celles de rhum industriel ont accusé un repli de 5,8 %.

En revanche, les exportations de bananes ont retrouvé dès le troisième trimestre 2009 des niveaux satisfaisants et terminent en progression sensible de près de 21 % par rapport à 2008. L'évolution en 2010 de la filière est cependant contrariée par la perte récente d'une partie de sa production, celle-ci ayant souffert en février des pluies de cendres suite à l'épisode volcanique de la soufrière Hills de Montserrat.

Au total, les exportations de produits agroalimentaires, impactées par les mauvais résultats de la filière sucrière, ont reculé globalement de 14,5 % en valeur par rapport à 2008.



4- Le commerce et les services en repli

En 2009, le secteur du commerce a été fortement affecté par le mouvement social. Avec le blocage des centres commerciaux pendant la période du conflit, les chefs d'entreprise ont dû faire face à une baisse de leur chiffre d'affaires et de leur trésorerie. Une amélioration, certainement liée à un effet saisonnier, a pu être observée en fin d'année. Malgré ce léger mieux, les commerçants restent prudents et n'envisagent aucune perspective d'investissement et d'embauche pour le début de l'année 2010.

Le marché de l'automobile a enregistré pour sa part un fort recul au premier trimestre tant du côté des immatriculations de véhicules utilitaires neufs (-32,9 % en glissement annuel) que des véhicules de tourisme neufs (-35,3 %). Ce n'est qu'au quatrième trimestre qu'une forte progression des ventes a pu être observée, sur les véhicules de tourisme. Ce rattrapage de l'activité perdue au cours des derniers mois ne permet pas d'effacer les mauvais résultats de l'année puisqu'en cumul à fin décembre les ventes de véhicules (tourisme et utilitaires) sont en repli de 4,2 % par rapport à 2008.

Le secteur des services fait également état de la dégradation de son volume d'affaires depuis la fin de l'année 2008. Excepté une reprise technique de l'activité au deuxième trimestre 2009, les carnets de commande n'ont jamais été aussi bas, notamment au premier et au quatrième trimestre 2009. En revanche, les professionnels interrogés anticiperaient un redémarrage rapide de leur activité pour le premier trimestre 2010.

III- Tassement des encours de crédit

A fin décembre 2009, l'encours sain de crédit s'établit à 6,7 milliards d'euros, en croissance de 2,1 % sur trois mois. En rythme annuel, l'encours, en ralentissement continu depuis mi-2008, affiche un taux de croissance historiquement faible, à +0,7 % (+43,3 millions €). En comparaison, la croissance annuelle moyenne de l'encours sur la période 2005-2009 était de +6,6 %.

La perte de vitesse de l'activité de crédit est plus marquée pour les établissements de la place bancaire locale, lesquels enregistrent pour la première fois depuis 2002 un recul des encours totaux (-1,4 % sur un an, soit -59 millions €). L'activité de crédit des établissements non installés localement connaît au contraire une embellie en rythme annuel à fin décembre 2009, l'encours progressant de 4,1 % (+102,4 millions €) et apparaissant comme l'élément moteur de l'évolution d'ensemble (établissements locaux et non installés localement).

A l'exception du financement de l'habitat qui continue néanmoins de ralentir, l'ensemble des segments de crédit enregistrent une diminution par rapport à décembre 2008. Dans une morosité économique persistante, les encours relatifs à l'investissement et à la consommation apparaissent en berne en fin d'année.

Concernant les dépôts, les progressions tant pour les particuliers que pour les entreprises confirment l'attente des acteurs économiques de la Guadeloupe.